

# CONFÉRENCE EUROPE ET LAÏCITÉ

par Charles ARAMBOUROU, magistrat financier honoraire

**Mercredi 15 mai  
à 18h30**



**Mutualité Française PACA  
26 rue Jean Philippe Rameau  
83000 Toulon**

**PLUS D'INFORMATIONS :**  
[ufaltoulon@gmail.com](mailto:ufaltoulon@gmail.com)  
[ufaltoulon.home.blog](http://ufaltoulon.home.blog)

**Cette conférence sera précédée de l'assemblée générale  
de l'UFAL de Toulon qui débutera à 17h45**

Événement organisé par l'Union des Familles Laïques de Toulon  
Twitter : @UFAL\_Toulon / Facebook : UFALToulon



# Que défend l'UFAL ?

Depuis sa création en 1988,

**l'UFAL est la seule association**



**au sein du mouvement familial.**

Elle élabore ses actions et ses propositions à partir de positions critiques libérées de tout dogme idéologique, religieux, économique ou financier.

**Ses valeurs :**

→ → **Liberté, égalité, fraternité...**

L'action de l'UFAL se fonde sur les idéaux républicains : liberté, égalité et fraternité. Elle accorde une importance toute particulière aux principes de **laïcité**, de **démocratie**, de **solidarité**, de **sûreté**, de **souveraineté populaire** et de **développement écologique et social** qui seront déterminants au 21<sup>e</sup> siècle.

**La famille comme construction sociale**

L'UFAL défend, de manière singulière au sein du mouvement familial, une conception diamétralement opposée aux visions biologisantes de la famille.

À la conception biologique de la famille, nous opposons une conception sociale. À la vision naturaliste de la filiation, nous opposons la volonté de devenir parent.

**Nous militons pour une conception sociale de la famille, ce qui passe par la reconnaissance de toutes les familles sans exclusive, le respect du bien-être de l'enfant et la reconnaissance de l'individu comme base de la société.**

**...et laïcité, pour vivre libres et en paix !**

La laïcité est inséparable de l'enseignement public depuis les lois Ferry et Goblet (1882 à 1886). Depuis la loi de Séparation du 9 décembre 1905, elle régit les rapports entre les pouvoirs et services publics (« la sphère publique ») et les religions.

Le principe de laïcité, devenu constitutionnel, assure à chacun **la liberté de conscience et l'égalité des droits, tout en lui permettant de pratiquer une religion s'il le souhaite**. Il soustrait les autorités et l'école publiques à toute influence religieuse.